

voor zover deze personen de hoedanigheid bezitten van bijdragende aangeslotene bij een van de in de Paritaire subcommissie 329.02 vertegenwoordigde vakverenigingen en dientengevolge als "representatieve vakvereniging" beschouwd.

Het bedrag van de subsidie wordt jaarlijks geïndexeerd volgens de indexerings van de algemene begroting van de primaire uitgaven van de Franse Gemeenschap (gezondheidsindexcijfer), en dit voor de eerste keer vanaf 1 januari 2011 ».

Art. 2. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 2010.

Brussel, 24 november 2011.

De Minister van Begroting, Financiën en Sport,
A. ANTOINE

De Minister van Jeugd,
Mevr. E. HUYTEBROECK

De Minister van Cultuur, Audiovisuele Sector, Gezondheid en Gelijke Kansen,
Mevr. F. LAANAN

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

F. 2012 — 637

[C — 2012/29043]

8 DECEMBRE 2011. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 septembre 2003 d'application du décret du 27 février 2003 organisant la reconnaissance et le subventionnement des Centres sportifs locaux et des Centres sportifs locaux intégrés

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 27 février 2003 organisant la reconnaissance et le subventionnement des centres sportifs locaux et des centres sportifs locaux intégrés, notamment les articles 7, 9 alinéa 1^{er}, 2^{ter} et 8°, inséré et modifié par le décret du 19 juillet 2011, 9^{bis}, inséré par le décret du 19 juillet 2011, 12, alinéa 1^{er}, 13, alinéa 1^{er}, modifié par le décret du 19 juillet 2011, et 16;

Vu l'article 10 du décret du 19 juillet 2011 modifiant les décrets du 27 février 2003 organisant la reconnaissance et le subventionnement des centres sportifs locaux et des centres sportifs locaux intégrés et du 23 mai 2008 visant la reconnaissance et le subventionnement du Comité olympique et interfédéral belge;

Vu l'arrêté du Gouvernement du 15 septembre 2003 de la Communauté française d'application du décret du 27 février 2003 organisant la reconnaissance et le subventionnement des centres sportifs locaux et des centres sportifs locaux intégrés;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 11 mai 2011;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 19 mai 2011;

Vu l'avis du Conseil supérieur de l'éducation physique, des sports et de la vie en plein air donné le 21 juin 2011;

Vu l'avis 50.514/4 du Conseil d'Etat, donné le 21 novembre 2011 en application de l'article 84, paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre du Budget, des Finances et des Sports;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. L'article 4, § 1^{er}, de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 septembre 2003 d'application du décret du 27 février 2003 organisant la reconnaissance et le subventionnement des centres sportifs locaux et des centres sportifs locaux intégrés est modifié comme suit :

1° un point 1°*bis* est inséré, rédigé comme suit :

« 1°*bis* une lettre de motivation étayée sur la plus-value attendue de la reconnaissance au niveau du dynamisme sportif local »;

2° la mention « 2°*bis* » est ajoutée au point 5° du même article, entre le chiffre 2 et le chiffre 3.

Art. 2. Un nouveau chapitre I^{er}*bis* est inséré au même arrêté, libellé comme suit: « Chapitre I^{er}*bis* — De l'évaluation ».

Art. 3. Un article 14*bis* est ajouté, dans le nouveau Chapitre I^{er}*bis* du même arrêté, rédigé comme suit :

« Art. 14 *bis*. Les centres sportifs locaux et centres sportifs locaux intégrés remettent, annuellement, au plus tard pour le 31 janvier, à l'Administration, sous format électronique, un rapport d'activités sur les actions menées au cours de l'année civile écoulée dont le modèle est fixé par le Ministre.

Sur base de ce rapport d'activités, l'Inspecteur du Centre du Conseil du Sport compétent établit, en concertation avec le centre concerné, une note d'orientation, dont le modèle est fixé par l'Administration, fixant les objectifs prioritaires à atteindre par le centre dans les différents postes du rapport d'activités. Ces objectifs peuvent être étalés sur plusieurs années.

Ces objectifs sont fixés en tenant compte des spécificités du centre dont, notamment, le nombre et le type d'infrastructures sportives du centre, la densité de population de la commune concernée et sa structure démographique, le nombre de clubs sportifs ainsi que leurs affiliés et, pour les centres sportifs locaux intégrés, le nombre d'infrastructures sportives à usage scolaire gérées.

Cette note d'orientation est notifiée par l'Administration au centre sportif local ou centre sportif local intégré au plus tard pour le 15 mars de l'année en cours.

Sur base du rapport d'activités de l'année antérieure et des objectifs fixés dans la note d'orientation y relative, l'Inspecteur du Centre du Conseil du Sport compétent établit, au plus tard pour le 31 mars de l'année suivante, un rapport d'évaluation, dont le modèle est fixé par l'Administration, en tenant compte de la réalisation des objectifs fixés et en indiquant, en cas de rapport défavorable ou réservé, les recommandations et mesures à prendre en vue d'atteindre une évaluation favorable.

L'Administration notifie pour le 1^{er} mai, par recommandé, le rapport d'évaluation au centre sportif local ou centre sportif local intégré en indiquant si l'issue est favorable, défavorable ou réservée.

En cas d'évaluation défavorable ou réservée, le centre est tenu de prendre les mesures nécessaires en vue de se conformer aux recommandations du rapport d'évaluation dans un délai de six mois à compter de la réception de cette notification, conformément à l'article 6, § 2, du décret.

Au terme de ce délai de six mois, une nouvelle évaluation est réalisée par l'Inspecteur du Centre du Conseil du Sport compétent pour le 1^{er} novembre et transmise au Ministre au plus tard le 1^{er} décembre.

Si cette nouvelle évaluation est défavorable, le Ministre peut décider à son encontre, après avis du Conseil supérieur, la suppression de la faculté d'obtenir pour l'exercice budgétaire se rapportant à l'année suivant celle de l'évaluation défavorable, les subventions visées à l'article 11 du décret. Le Ministre notifie sa décision par recommandé dans les trente jours de la décision du Conseil supérieur.

Le versement de l'avance sur la subvention visée à l'article 11 du décret est suspendu dans l'attente de la décision du Ministre.

En cas de nouvelle évaluation défavorable au terme de l'année non-subsidiée, la reconnaissance peut être retirée par le Ministre après avis du Conseil supérieur et après que le centre sportif local ou le centre sportif local intégré ait été invité à faire valoir ses arguments.

Art. 4. Les points 4°, 5° et 6°, de l'article 17 du même arrêté sont abrogés.

Art. 5. Les articles 26 et 26bis du même arrêté sont abrogés.

Art. 6. Un article 26 nouveau, rédigé comme suit, est inséré dans le même arrêté :

« Art. 26. Après avis du Conseil supérieur des Sports, le Ministre peut accorder une dérogation à l'obligation prévue par l'article 15 du décret d'être titulaire pour le premier agent subventionné à partir du 1^{er} janvier 2013, d'un brevet de gestionnaire d'infrastructures sportives.

La dérogation vaut, au plus tard, jusqu'à la date de clôture de la première session de la formation donnant accès au brevet de gestionnaire d'infrastructures sportives organisée à partir du 1^{er} janvier 2012.

Elle ne peut être accordée qu'au profit de membres du personnel visés à l'article 24, 6^{ob}, qui, à la date du 1^{er} janvier 2013, suivent la formation donnant accès au brevet de gestionnaire d'infrastructures sportives. »

Art. 7. Les centres sportifs locaux ou centres sportifs locaux intégrés reconnus au 1^{er} janvier 2012 transmettent à l'Administration le premier rapport d'activités pour le 31 janvier 2013.

En cas de nouvelle reconnaissance d'un centre sportif local ou centre sportif local intégré, le rapport d'activités, visé à l'article 3 du présent arrêté, est à compléter après une année civile de reconnaissance.

Art. 8. Les articles 1^{er} à 7 du décret du 19 juillet 2011 modifiant les décrets du 27 février 2003 organisant la reconnaissance et le subventionnement des centres sportifs locaux et des centres sportifs locaux intégrés et du 23 mai 2008 visant la reconnaissance et le subventionnement du Comité olympique et interfédéral belge et le présent arrêté entrent en vigueur le 1^{er} janvier 2012.

Art. 9. Le Ministre des Sports est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 8 décembre 2011.

Le Ministre Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre du Budget, des Finances et des Sports,
A. ANTOINE

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2012 — 637

[C — 2012/29043]

8 DECEMBER 2011. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap houdende wijziging van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 15 september 2003 tot toepassing van het decreet van 27 februari 2003 houdende erkenning en subsidiëring van de plaatselijke sportcentra en de geïntegreerde plaatselijke sportcentra

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 27 februari 2003 houdende erkenning en subsidiëring van de plaatselijke sportcentra en de geïntegreerde plaatselijke sportcentra, inzonderheid op de artikelen 7, 9, eerste lid, 2^{ter} en 8°, ingevoegd en gewijzigd bij het decreet van 19 juli 2011, 9^{bis}, ingevoegd bij het decreet van 19 juli 2011, 12, eerste lid, 13, eerste lid, gewijzigd bij het decreet van 19 juli 2011, en 16;

Gelet op artikel 10 van het decreet van 19 juli 2011 houdende wijziging van de decreten van 27 februari 2003 houdende erkenning en subsidiëring van de plaatselijke sportcentra en de geïntegreerde plaatselijke sportcentra en van 23 mei 2008 betreffende de erkenning en de subsidiëring van het Belgisch Olympisch en Interfederaal Comité;

Gelet op het besluit van de Regering van 15 september 2003 tot toepassing van het decreet van 27 februari 2003 houdende erkenning en subsidiëring van de plaatselijke sportcentra en de geïntegreerde plaatselijke sportcentra;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 11 mei 2011;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 19 mei 2011;

Gelet op het advies van de Hoge Raad voor lichamelijke opvoeding, sport en openluchtlevens, gegeven op 21 juni 2011;

Gelet op het advies 50.514/4 van de Raad van State, verleend op 21 november 2011 met toepassing van artikel 84, paragraaf 1, eerste lid, 1° van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Begroting, Financiën en Sport;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Artikel 4, § 1, van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 15 september 2003 tot toepassing van het decreet van 27 februari 2003 houdende erkenning en subsidiëring van de plaatselijke sportcentra en de geïntegreerde plaatselijke sportcentra, wordt gewijzigd als volgt :

1° er wordt een punt 1°^{bis} ingevoegd, luidend als volgt :

« 1°^{bis} een verantwoordingsbrief gestaaft met de verwachte meerwaarde van de erkenning op het niveau van de plaatselijke sportdynamiek »;

2° de melding « 2°^{bis} » wordt toegevoegd aan punt 5° van hetzelfde artikel, tussen het getal 2 en het getal 3.

Art. 2. Een nieuw hoofdstuk *Ibis* wordt ingevoegd in hetzelfde besluit, luidend als volgt : « Hoofdstuk *Ibis*. — De evaluatie ».

Art. 3. Er wordt een artikel 14^{bis} toegevoegd, in het nieuwe Hoofdstuk *Ibis* van hetzelfde besluit, luidend als volgt :

« Art. 14^{bis}. Jaarlijks, ten laatste tegen 31 januari, zenden, onder elektronisch formaat, de plaatselijke sportcentra en de geïntegreerde plaatselijke centra, aan het Bestuur, een activiteitenverslag over omtrent de acties geleid gedurende het verlopen kalenderjaar waarvan het model door de Minister bepaald wordt.

Op basis van dit activiteitenverslag, stelt de bevoegde inspecteur van het Centrum van de Sportraad, in overleg met het betrokken centrum, een oriëntatienota, waarvan het model door het Bestuur bepaald wordt, waarin vervat zijn de prioritaire doelstellingen die door het centrum moeten worden verwezenlijkt voor de verschillende punten van het activiteitenverslag. Deze doelstellingen kunnen over verschillende jaren gepland worden.

Deze doelstellingen worden bepaald met inachtneming van de specifieke kenmerken van het centrum waaronder, onder andere, het aantal en het type sportinfrastructuren van het centrum, de bevolkingsdichtheid van de betrokken gemeente en haar demografische structuur, het aantal sportclubs alsook hun aangeslotenen en, voor de geïntegreerde plaatselijke sportcentra, het aantal beheerde sportinfrastructuren met schoolgebruik.

Van deze oriëntatienota wordt door het Bestuur aan het plaatselijke sportcentrum of het geïntegreerde plaatselijke sportcentrum ten laatste tegen 15 maart van het lopend jaar kennisgegeven.

Op basis van het activiteitenverslag van het vorige jaar en de doelstellingen bepaald in de desbetreffende oriëntatienota, stelt de bevoegde Inspecteur van het bevoegde Centrum van Sportraad, ten laatste tegen 31 maart van het volgende jaar, een evaluatieverslag op, waarvan het model door het Bestuur bepaald wordt, met inachtneming van de verwezenlijking van de voorgenomen doelstellingen en met opgave, in geval van een verslag met de vermelding « ongunstig » of « met voorbehoud », van de aanbevelingen en de maatregelen die getroffen moeten worden om een gunstige evaluatie te krijgen.

Van het evaluatieverslag wordt door het Bestuur tegen 1 mei bij aangetekende brief aan het plaatselijke sportcentrum of het geïntegreerde plaatselijke sportcentrum kennisgegeven met opgave van de bekomen vermelding (« gunstig », « ongunstig », « met voorbehoud »).

In geval van een evaluatie « ongunstig » of « met voorbehoud » wordt het centrum ertoe gehouden de nodige maatregelen te treffen met als doel de inachtneming van de aanbevelingen van het evaluatieverslag binnen een termijn van zes maanden vanaf de ontvangst van de kennisgeving, overeenkomstig artikel 6, § 2, van het decreet.

Op het einde van deze termijn van zes maanden wordt een nieuwe evaluatie gedaan door de bevoegde Inspecteur van het Centrum van de Sportraad tegen 1 november en overgezonden aan de Minister, en dit ten laatste tegen 1 december.

Indien deze nieuwe evaluatie de melding « ongunstig » draagt kan de Minister, na advies van de Hoge Raad, de afschaffing van de mogelijkheid om de subsidies bedoeld bij artikel 11 van het decreet beslissen voor het begrotingsjaar dat betrekking heeft op het jaar volgend op dat van de toekenning van de ongunstige evaluatie. Van zijn beslissing geeft de Minister binnen dertig dagen na de beslissing van de Hoge Raad bij aangetekende brief kennis.

De storting van het voorschot op de subsidie bedoeld bij artikel 11 van het decreet wordt stopgezet in afwachting van de beslissing van de Minister.

In geval van een nieuwe ongunstige evaluatie op het einde van het niet-gesubsidieerde jaar kan de erkenning door de Minister, na advies van de Hoge raad en nadat het plaatselijke sportcentrum of het geïntegreerde plaatselijke sportcentrum erom gevraagd werd zijn argumenten te laten gelden, ingetrokken worden.

Art. 4. De punten 4°, 5° en 6°, van artikel 17 van hetzelfde besluit worden opgeheven.

Art. 5. De artikelen 26 en 26bis van hetzelfde besluit worden opgeheven.

Art. 6. Er wordt een nieuw artikel 26, luidend als volgt, ingevoegd in hetzelfde besluit:

« Art. 26. Na advies van de Hoge raad voor sport kan de Minister een afwijking toekennen van de verplichting bedoeld bij artikel 15 van het decreet om voor de eerste gesubsidieerde ambtenaar vanaf 1 januari 2013 titularis te zijn van een brevet van beheerder van sportinfrastructuren.

De afwijking geldt, ten laatste, tot de datum van het einde van de eerste zitting van de opleiding die toegang verleent tot het brevet van beheerder van sportinfrastructuren ingericht vanaf 1 januari 2012.

Ze kan enkel toegekend worden voor personeelsleden bedoeld bij artikel 24, 6°b, die, op de datum van 1 januari 2013, de opleiding volgen die tot het brevet van beheerder van sportinfrastructuren toegang verleent. »

Art. 7. De plaatselijke sportcentra of de geïntegreerde plaatselijke sportcentra erkend op 1 januari 2012 zenden aan het Bestuur het eerste activiteitenverslag tegen 31 januari 2013 toe.

In geval van nieuwe erkenning van een plaatselijk sportcentrum of van een geïntegreerd plaatselijk sportcentrum dient het activiteitenverslag, bedoeld bij artikel 3 van dit besluit, na een kalenderjaar van erkenning te worden ingevuld.

Art. 8. De artikelen 1 tot 7 van het decreet van 19 juli 2011 houdende wijziging van de decreten van 27 februari 2003 houdende erkenning en subsidiëring van de plaatselijke sportcentra en de geïntegreerde plaatselijke sportcentra en van 23 mei 2008 betreffende de erkenning en de subsidiëring van het Belgisch Olympisch en Interfederaal Comité en dit besluit treden in werking op 1 januari 2012.

Art. 9. De Minister van Sport is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 8 december 2011.

De Minister-president,
R. DEMOTTE

De Minister van Begroting, Financiën en Sport,
A. ANTOINE